



BIBLIOTHEQUE DE  
DOCUMENTATION  
INTERNATIONALE  
CONTEMPORAINE



MUSEE D'HISTOIRE  
CONTEMPORAINE

**Fusillés de la Grande Guerre. Campagne de réhabilitation  
de la Ligue des Droits de l'Homme. 1914-1934  
[F delta 1836]**

**INVENTAIRE**

**Nicolas Veysset**

**Nanterre  
B.D.I.C.  
Février 2005**

# **F delta 1836/- Fusillés de la Grande Guerre. Campagne de réhabilitation de la Ligue des Droits de l'Homme. Du 26 juin 1914 au 29 juin 1934. 1126 pièces.**

## **Introduction**

Dès la fin de l'année 1918 commencent en France des campagnes de réhabilitation en faveur des « fusillés pour l'exemple ». Ces campagnes, à l'initiative de la presse, d'associations d'anciens combattants ou de la Ligue des Droits de l'Homme, connaissent leur apex au milieu des années 1920 et s'étirent ensuite jusqu'aux confins des années 1930.

Le fonds inventorié ci-dessous concerne trois affaires de réhabilitation : l'une des plus fameuses tout d'abord, l'affaire Chapelant, l'affaire Gillet, l'affaire des « fusillés du 327<sup>e</sup> » parfois appelée affaire Waterlot<sup>1</sup>.

Ce fonds provient de la Ligue des Droits de l'Homme : il s'agit des archives constituées par la Ligue dans le cadre des campagnes de réhabilitation menées à partir de 1918. En cela, il est analogue au fonds des « fusillés de Souain » précédemment classé et conservé à la B.D.I.C. sous la cote « F delta rés 0196 ». Il est vraisemblable que ces deux fonds, à leur arrivée à la B.D.I.C., n'en constituaient qu'un seul. On ne connaît cependant pas, pour l'heure, les circonstances de cette arrivée<sup>2</sup>. Il est certain que ces archives ne figurent pas dans les fonds de la Ligue en 1940, lorsque celles-ci sont spoliées par la Gestapo. Sont-elles pour autant versées avant-guerre à la B.D.I.C. ? Cela semble peu probable, sachant que certaines affaires n'étaient pas encore totalement terminées. Il est possible que ces archives aient été mises de côté par un membre de la Ligue – par exemple des services juridiques – avant-guerre, qu'elles aient ainsi échappé à la spoliation et qu'elles aient été versées après-guerre. Dans cette hypothèse, on peut penser que cette mise à l'écart a eu lieu entre 1934 et 1937 : les documents les plus récents (concernant l'affaire Chapelant) datent ici de 1934 ; or, à partir de 1937, une correspondance concernant cette même affaire n'a pu être rangée dans le dossier Chapelant qui semble manquer à l'appel. Cette correspondance est alors placée dans un autre dossier de la Ligue et va faire partie des fonds spoliés en 1940 – on peut la retrouver aujourd'hui classée sous la cote « F delta rés 798/499/10275 ». On en reste cependant au stade des conjectures.

Issu du travail de la Ligue en faveur des « fusillés pour l'exemple », le fonds contient trois grands types de documents : des correspondances (avec les Ministères concernés, avec les témoins de chacune des affaires, avec la presse), des coupures de presse, des pièces judiciaires. On y retrouve tous les grands aspects des campagnes alors menées par la Ligue : importance donnée aux recueils de témoignages (recherche permanente de nouveaux témoins, collecte et décryptage de chaque information nouvelle), importance des campagnes de presse pour faire pression sur les autorités ou se substituer aux autorités judiciaires défailtantes (les coupures de presse auxquelles elles donnent lieu sont soigneusement archivées), importance

---

<sup>1</sup> L'un des sept soldats exécutés, Waterlot, sort indemne de la fusillade, repart au combat et meurt sur le front un an plus tard. Son histoire, devenue emblématique, est souvent citée, parfois sans référence à l'ensemble de l'affaire du 327<sup>e</sup> parfois, à l'inverse, pour désigner de manière générique l'ensemble de cette affaire. Les archives inventoriées ci-dessous portent d'ailleurs tantôt la mention « affaire Waterlot », tantôt la mention « affaire des fusillés du 327<sup>e</sup> ». Par convention, on n'utilisera ici que l'appellation « fusillés du 327<sup>e</sup> », Waterlot n'en étant qu'un cas particulier.

<sup>2</sup> Le présent fonds a été retrouvé en décembre 2004 au 5bis. On ne dispose pas de numéro de don.

des échéances judiciaires qui scandent chacune des campagnes et, plus encore, importance des lois nouvelles qui relancent les affaires (la loi du 9 août 1924, votée à l'initiative de la Ligue, permet le dépôt de nouvelles requêtes dans les affaires Gillet et du « 327<sup>e</sup> », l'affaire Chapelant, de son côté, est relancée successivement par la loi d'amnistie du 29 avril 1921 puis par la loi du 3 janvier 1925, puis par la création des Cours spéciales militaires). On devine, dans le même temps, l'effort permanent (mais particulièrement important au début des années 1920) des autorités pour étouffer ou ralentir les procédures pénales ; on découvre aussi, de manière plus inattendue, l'importance du travail accompli par les parents des victimes (dans l'affaire Gillet et surtout dans l'affaire Chapelant) aussi bien dans la mise en œuvre des campagnes que dans la collecte permanente d'informations nouvelles. On croise, enfin, tous les autres grands acteurs des campagnes de réhabilitation dont l'action est parfois antérieure à celle de la Ligue : associations d'anciens combattants (en particulier l'A.R.A.C.), grands journaux (le *Progrès de Lyon*, le *Progrès Civique*, l'*Humanité*, etc.).

Au total, les campagnes s'étirent jusque dans les années 1930 mais, dès la fin des années 1920, l'essentiel est déjà joué. Les soldats du « 327<sup>e</sup> », fusillés de la première heure, sont réhabilités. Chapelant, fusillé en octobre 1914 et Gillet, fusillé en juin 1918, ne le seront jamais.

Relativement étoffé (1126 pièces) et couvrant une période allant du 26 juin 1914 au 29 juin 1934, le fonds est à la fois riche (par l'étendue et la diversité des réalités embrassées) et lacunaire dans certains domaines (de nombreuses pièces judiciaires, en particulier, sont manquantes). Le fonds se présentait, au moment de sa découverte, sous la forme d'un ensemble de chemises et de liasses défaits, les documents s'y trouvant étant la fois pré-classés et dans le plus grand désordre : des dossiers avaient manifestement été constitués au fur et à mesure des campagnes et des procès, mais à chaque échéance judiciaire nouvelle, des documents y étaient puisés et reclassés en fonction des besoins du moment. On a essayé ici, autant que possible, de maintenir visible ces pré-classements, pour autant qu'ils renseignent sur le travail de la Ligue. Une sous-cote a été donnée à chacune des trois affaires et un classement chronologique a été adopté. On s'est efforcé de mettre en évidence l'importance des campagnes ; les pièces directement liées aux procédures judiciaires ont été classées séparément.

Ajoutons qu'en plus des cotes citées ci-dessus, la B.D.I.C. possède plusieurs brochures concernant l'affaire Chapelant : *L'affaire Chapelant*, publiée en 1936 par la Fédération de l'Allier de l'Union fédérale des anciens combattants (O pièce 22384) ; *Les crimes des Conseils de guerre : l'affaire Chapelant* (Q pièce 704), qui est en fait une impression du dossier publié dans les *Cahiers de la Ligue* du 20 novembre 1920 ; *La vérité sur l'affaire Chapelant* (Q 2698), brochure publiée en 1928 par le Général Didier, principal accusé dans l'affaire, et contre laquelle figure une « Réponse » classée dans le présent fonds (F delta 1836/1/3/1).

On donne ci-dessous une rapide chronologie des événements.

## **Chronologie**

DATE	AFFAIRE	EVENEMENTS
7 septembre 1914	327	Exécution de Barbieux, Clément, Caffiaux, Hubert, Delsarte, Dufour et Waterlot. Ce dernier sort indemne de la fusillade.
10 octobre 1914	C	Passage de Chapelant devant le Conseil de guerre Spécial

11 octobre 1914	C	Exécution de Chapelant
10 juin 1915	327	Mort de Waterlot sur le front
Octobre 1914-1919	C	Enquête et démarches de Chapelant père
1915-1916	C	Enquête militaire sur l'exécution de Chapelant
2 juin 1918	G	Exécution de Gillet
Décembre 1918- janvier 1919	G	Démarches de Gillet père. Début de la campagne de la Ligue.
1919-1920	G	Campagne de la Ligue en faveur de Gillet et manœuvres d'étouffement des autorités. Août 1920 : décoration militaire posthume de Gillet ; été 1920 : campagne de presse en faveur de Gillet.
Automne 1920- 1921	C	Automne 1920 : début de la campagne de la Ligue en faveur de Chapelant. 1920-1921 : campagne de la Ligue ; efforts des autorités pour ralentir ou stopper l'affaire (lettre du Ministre de la Justice du 9 novembre 1920 récusant toute révision ; déclaration de Barthou à l'Assemblée le 25 février 1921) ; Campagne du <i>Progrès de Lyon</i> (février 1921)
29 avril 1921		<i>Loi d'amnistie.</i> <i>Relance l'affaire Chapelant.</i>
1921-1922	327	Campagne en faveur des fusillés du 327 <sup>e</sup> . Campagne de presse durant l'année 1921 ; début de la campagne de la Ligue en novembre. Campagne durant l'année 1922.
1922-1923	G	Seconde campagne de la Ligue en faveur de Gillet. Campagne de presse durant l'hiver 1922-1923 ; question écrite de Ferdinand Buisson (alors député) au Ministre le 23 janvier 1923. 29 octobre 1923 : lettre du Ministère de la Guerre refusant toute réhabilitation de Gillet.
1921-1923	C	Marathon judiciaire dans l'affaire Chapelant Décembre 1921 : ouverture de la procédure 21 juillet 1922 : Arrêt de la Cour d'appel de Riom 21 décembre 1922 : Arrêt de la Cour de Cassation 10 mars 1923 : nouvel Arrêt de la Cour d'appel de Riom 3 août 1923 : nouvel Arrêt de la Cour de cassation. Le pourvoi est rejeté.
9 août 1924		<i>Loi d'amnistie du 9 août, votée à l'initiative de la Ligue.</i> <i>Relance les affaires Gillet et du 327<sup>e</sup>.</i>

1924-1926	G	Affaire Gillet. Procédure judiciaire. Octobre-novembre 1924 : ouverture de la procédure au nom de la loi d'août 1924. 1925-1926 : procédure judiciaire 26 mars 1926 : Arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel. Rejet de la réhabilitation. 13 avril 1926 : pourvoi en Cassation 21 octobre 1926 : Arrêt de la Cour de Cassation. Rejet du pourvoi.
1924-1926	327	Fusillés du 327 <sup>e</sup> . Procédure judiciaire. Novembre 1924 : ouverture de la procédure au nom de la loi d'août 1924. 1925-1926 : procédure judiciaire 22 décembre 1926 : Arrêt de la Cour d'Appel de Douai. Réhabilitation des « fusillés du 327 <sup>e</sup> ».
3 janvier 1925		<i>Loi du 3 janvier (art. 16 : la Cour de Cassation peut être saisie et appelée à statuer définitivement sur le fond). Relance l'affaire Chapelant.</i>
1925-1927	C	Affaire Chapelant : nouvelle procédure judiciaire devant la Cour de Cassation. 9 novembre 1927 : Arrêt de la Cour de Cassation, toutes chambres réunies. Rejet du pourvoi.
9 mars 1932		<i>Loi de création de la Cour Spéciale de Justice militaire. Relance l'affaire Chapelant.</i>
1934	C	Comparution devant la Cour spéciale militaire. 29 juin 1934 : Arrêt de la Cour Spéciale. Rejet de la réhabilitation.

**F delta 1836/- Fusillés pour l'exemple. Campagne de réhabilitation de la Ligue des Droits de l'Homme. Du 26 juin 1914 au 29 juin 1934. 1126 pièces.**

**F delta 1836/1.- Fusillés pour l'exemple. Campagne de réhabilitation de la Ligue des Droits de l'Homme : l'affaire CHAPELANT. Du 26 juin 1914 au 29 juin 1934.- 274 pièces.**

F delta 1836/1/1.- Première période : l'affaire Chapelant avant l'intervention de la Ligue (1914-1919). 10 octobre 1914 au 20 avril 1922.- 42p.

1.- Conseil de guerre spécial (1914). 10 octobre 1914 au 20 avril 1922.- 16p.

Documents liés au jugement et à l'exécution de Chapelant par le Conseil de guerre. Acte d'accusation, extrait du « journal de marche de la 50<sup>e</sup> brigade », etc. Contient notamment les « aveux » de Chapelant.

2.- L'enquête militaire (1915-1916). 12 octobre 1914 au 13 octobre 1921.- 12p.

Documents retrouvés par la Ligue concernant l'enquête militaire et, en particulier, le travail du commandant de Troimonts.

3.- Les démarches de Chapelant père (1914-1920). 11 octobre 1914 à 1920. 14p.

Première enquête de Chapelant père ; Demande de révision faite au Garde des Sceaux (4 mars 1919) ; Appel public adressé au Ministre de la Guerre (s.d.) ; Dossier de 141 pages, constitué d'une collection de lettres et de témoignages suivis d'une synthèse, envoyé par Chapelant père à la Ligue en septembre 1920 (s.d.).

F delta 1836/1/2.- La campagne de la Ligue des Droits de l'Homme pour « la révision du jugement de 1914 » et la réhabilitation de Chapelant (1920-1923). 26 juin 1914 au 27 août 1923.- 144p.

1.- Documents et correspondances recueillis par Henri Guernut. 26 juin 1914 au 13 octobre 1921.- 93p.

- Correspondance générale. 18 août 1920 au 22 avril 1921.- 42p.

- Lettre du Général Didier. 5 décembre 1920.- 2p.

- Correspondance avec Chapelant père (accompagnée d'un extrait de lettre de Chapelant au Garde des Sceaux). A noter : contient une lettre datée du 19 septembre 1920 qui semble marquer les débuts de la collaboration entre Chapelant père et la Ligue. 19 septembre 1920 au 16 mars 1921.- 18p.

- Correspondance avec Lamarche, vice-président du Tribunal de Lyon. 10 décembre 1920 au 27 mars 1921.- 7p.

- Correspondance avec Waltz, responsable de la section lyonnaise de la Ligue. 20 mars 1920 au 2 février 1921.- 9p.

- Documents liés à la presse. En particulier, documents récupérés par Reuillard de *l'Humanité*. 27 avril 1918 au 22 septembre 1921.- 7p.

- Notes et documents de travail. Contient notamment : un exemplaire de la signature de Chapelant, une note manuscrite de Goudchaux Brunschvicg sur la situation judiciaire en 1921 (s.d.). 26 juin 1914 au 13 octobre 1921.- 8p.

2.- Documents et témoignages recueillis par Chapelant père. 27 novembre 1920 au 27 mars 1923.- 20p.

3.- Ensemble de pièces liées aux échéances judiciaires de 1922 et 1923. 26 juillet 1919 au 27 août 1923.- 31p.

Série d'interrogatoires effectués par le Conseil de Guerre en 1919-1920 et récupérés par la Ligue après la saisie de la Cour d'Appel en 1921 ; Série d'interrogatoires effectués dans le cadre de l'enquête de la Cour d'Appel de Riom en 1922 et portés, dans ce même cadre, à la connaissance de la Ligue ; Liste des témoins entendus à la Cour d'Appel de Riom en juillet 1922 ; Arrêt de la Cour de cassation de décembre 1922 ; Arrêt de la Cour d'appel de Riom du 10 mars 1923 ; Mémoire pour la Cour de Cassation (s.d.) ; Documents liés au pourvoi en Cassation d'août 1923 ; « Comptes-rendus des débats » (extrait) (s.d.) (août 1923).

F delta 1836/1/3.- Les campagnes ultérieures (1923-1934). 30 août 1923 au 29 juin 1934.- 63p.

1.- Documents et correspondances réunis par Henri Guernut (1923-1928). 30 août 1923 au 31 février 1928. 42p.

Vœu du Conseil général du Rhône en faveur de Chapelant (30 août 1923) ; Correspondance générale et documents de travail (dont un extrait de la polémique entre André Gervais et le Général Didier en 1927 & une réponse à la brochure de Didier de 1928) ; Correspondance avec Chapelant père concernant Girodiaz (1924) ; Correspondance avec Chapelant père concernant Monnier (1926).

2.- Documents liés au pourvoi en cassation de 1925-1927. 29 avril 1925 à 1927.- 5p.

Bordereau d'un Dossier concernant le Général Didier (préparé dans le cadre du pourvoi en Cassation) (s.d.) ; « Deuxième mémoire sur l'affaire chapelant (29 avril 1925) » ; Lettre de Chapelant père à la Cour de Cassation (20 juillet 1925) ; Extrait de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation, annoté sous forme manuscrite par Chapelant père (s.d.).

3.- Documents liés à la comparution devant la Cour spéciale de justice militaire (1934). 6 juin 1934 au 29 juin 1934.- 16p.

- Correspondance concernant les listes de témoins à produire lors de la comparution devant la Cour Spéciale.

- Correspondance entre Chapelant père et Henri Guernut concernant la comparution devant la Cour Spéciale (contient l'ultime lettre écrite par Chapelant père, présente dans ce fond, datée du jour du procès, le 29 juin 1934).

F delta 1836/1/4.- Ensemble de publications concernant l'affaire Chapelant. 8 mai 1920 au 20 mars 1928.- 25p.

- *Journal Officiel* : numéro du 26 février 1921 (Chambre des Députés, compte-rendu des débats, Séance du 25 février 1921)

- *Le Progrès Civique* : numéro du 8 mai 1920
- Collection du *Progrès de Lyon* : numéros des 19 septembre 1921 (2 ex.), 20 septembre 1921 (2 ex.), 22 septembre 1921 (2 ex.), 25 septembre 1921 (2 ex.), 28 septembre 1921 (1 ex.).
- Collection des *Cahiers des Droits de l'Homme* : numéros des 20 novembre 1920 (1 extrait), 10 janvier 1921, 10 mars 1921 (1 ex. + 1 extrait), 10 août 1922 (1 ex. + 1 extrait), 10 septembre 1922, 25 août 1923, 30 décembre 1924 (1 ex. + 1 extrait), 20 novembre 1927 (1 extrait), 20-25 décembre 1927, 20 mars 1928.

**F delta 1836/2.- Fusillés pour l'exemple. Campagne de réhabilitation de la Ligue des Droits de l'Homme : l'affaire GILLET. 1916 au 29 janvier 1927.- 367 pièces.**

F delta 1836/2/1.- Première campagne de la Ligue des Droits de l'Homme (1918-1921). 11 décembre 1918 au 19 avril 1921.- 161p.

- 1.- Ouverture de la campagne et démarches de la Ligue auprès du Ministère de la Guerre. 11 décembre 1918 au 22 novembre 1920.- 59p.
  - Ouverture de la Campagne (11 décembre 1918).- 3p.
  - Demande du 27 janvier 1919 faite par la Ligue auprès du Ministère d'ouverture d'une enquête.- 3p.
  - Correspondance avec le Ministère et multiples rappels de la demande (1919). 8 mars 1919 au 3 décembre 1919.- 24 p.
  - Correspondance avec le Ministère et multiples rappels de la demande (1920). 12 janvier 1920 au 22 novembre 1920. 26p ;
  - Liste des interventions faites auprès du Ministère (1920).- 3p.
- 2.- Documents de travail liés à la campagne de la Ligue. 16 janvier 1919 au 19 avril 1921.- 102p.
  - Informations et documents recueillis par Gillet Père et correspondance entre celui-ci et la Ligue (contient notamment une copie des lettres reçues par Gillet père entre juillet et septembre 1918). 12 août 1920 au 18 avril 1921.- 28p.
  - Communiqué de la Ligue (27 mars 1920).- 8p.
  - Campagne de presse : collection de coupures de presse liées notamment à la décoration posthume de Gillet et aux tentatives d'étouffement de l'affaire (août-septembre 1920).- 18p.
  - Questionnaire envoyé aux témoins (octobre 1920).- 9p.
  - Témoignages recueillis par la Ligue. 29 octobre 1920 au 23 février 1921.- 5p.
  - Documents divers et notes de travail : renseignements sur Gillet, liste de témoins, décoration posthume de Gillet, etc. 16 janvier 1919 au 19 avril 1921.- 34p.

F delta 1836/2/2.- Deuxième campagne de la Ligue des Droits de l'Homme (1922-1923). 26 juin 1922 au 28 mars 1924.- 108p.

- 1.- Démarches de la Ligue auprès du Ministère de la Guerre. 7 septembre 1922 au 15 novembre 1923.- 32p.

Nouvelle demande d'enquête de la Ligue (le 9 septembre 1922) ; question écrite de Ferdinand Buisson (député) au Ministre le 23 janvier 1923 ; correspondance avec le Ministère concernant la demande puis l'enquête elle-même ; lettre de refus de réhabilitation du Ministère du 29 octobre 1923.

2.- Documents de travail liés à la campagne de la Ligue. 26 juin 1922 au 29 mars 1923.- 37p.  
Communiqué de la Ligue de novembre 1922 ; Campagne de presse liée à l'ouverture de l'enquête (novembre 1922 - janvier 1923) ; Notes pour les *Cahiers de la Ligue*, accompagnées d'une lettre de Gillet père ; 1 exemplaire des *Cahiers des Droits de l'Homme* (10 janvier 1923).

3.- Documents faisant suite au refus ministériel du 29 octobre 1923. 17 novembre 1923 au 28 mars 1924.- 39p.

- Correspondance avec le Ministère. 24 janvier 1924 au 10 mars 1924.- 7p.
- Démarches concernant Dutheil (l'assassin de Gillet). 14 décembre 1923 au 28 mars 1924.- 18p.
- Campagne de presse : correspondance avec la presse, notes concernant les *Cahiers*, coupures de presse. 17 novembre 1923 au 14 janvier 1924.- 14p.

F delta 1836/2/3.- Troisième campagne de la Ligue des Droits de l'Homme (1924-1926) : campagne pour la réhabilitation de Gillet en vertu de la loi du 9 août 1924. 1916 au 29 janvier 1927.- 98p.

1.- Documents liés à la préparation de la Procédure de réhabilitation. 30 octobre 1924 au 24 avril 1925.- 48p.

- Lettre du 27 novembre 1924 demandant l'ouverture d'une instruction au nom de la loi d'août 1924 ; Rappel de la demande et correspondance avec le Ministère ; demande d'accès au dossier ; demande de versement de l'enquête de la Ligue au dossier. 27 novembre 1924 au 21 février 1925.- 20p.
- Correspondance avec Gillet père ; correspondances diverses. 30 octobre 1924 au 24 avril 1925.- 28p.

2.- Procès en réhabilitation. Pièces judiciaires. 1916 au 12 novembre 1926.- 42p.

- Lettre accompagnant l'envoi des pièces
- Copie de l'arrêt du 26 mars 1926
- Bordereau des pièces (en principe) contenues dans le dossier
- Suivent : 2 pièces (cotées 2 et 3) ne figurant pas au bordereau ; 23 pièces correspondant à 23 cotes ; auxquelles s'ajoute la pièce cotée 17 (14 pièces distinctes dont un bordereau et, parmi celles-ci, de nouveau, un sous-ensemble coté «pièce 17 sous-cote 12»). Sur ce dernier sous-ensemble, il faut noter que les pièces y figurant sont marquées à la fois d'une sous-cote et de la cote qu'elles auraient eu, lorsque ces pièces sont les mêmes, dans le bordereau général.

3.- Documents postérieurs au rejet de la réhabilitation. 13 avril 1926 au 29 janvier 1927.- 8p.  
Pourvoi en Cassation de Gillet père et rejet du pourvoi ; liquidation de pension.

**F delta 1836/3.- Fusillés pour l'exemple. Campagne de réhabilitation de la Ligue des Droits de l'Homme : l'affaire des «fusillés du 327° ». Du 8 juin 1921 au 25 juillet 1927. 485 pièces.**

F delta 1836/3/1.- Archives liées à la campagne de la Ligue des Droits de l'Homme (1921-1922). 8 juin 1921 au 24 décembre 1922.- 225p.

1.- Documents de travail. 11 novembre 1921 au 5 mars 1922.- 59p.

Communiqué du 11 novembre 1921 ; Questionnaire de la Ligue ; Lettre concernant l'affaire Waterlot envoyée aux témoins ; notes de travail ; listes de témoins ; courriers «retournés à l'envoyeur », etc.

2.- Correspondance générale. 8 juin 1921 au 3 novembre 1922.- 86p.

Ensemble de correspondance visant à recueillir témoignages et informations nouvelles sur l'affaire.

3.- Correspondance « sans intérêt ». 28 novembre 1921 au 24 décembre 1922.- 19p.

Comme son nom l'indique. Ensemble préclassé et conservé en l'état.

4.- Correspondance avec des journaux et documents provenant des différentes campagnes de presse. 23 juillet 1921 au 16 février 1922.- 61p.

- Correspondances liées aux différentes campagnes de presse. Note : contient deux numéros de l'*Echo du Nord* datés des 9 et 10 décembre 1921.

- Correspondance avec le *Progrès Civique* ; ensemble de documents émanant de la campagne menée par ce journal et récupérés par la Ligue.

- Correspondance avec Reuillard de l'*Humanité* et documents émanant de la campagne du journal.

F delta 1836/3/2.- Archives liées au procès en réhabilitation (1924-1927). 27 novembre 1924 au 25 juillet 1927.- 260p.

1.- Démarches de la Ligue pour l'ouverture de l'instruction. 27 novembre 1924 au 16 janvier 1925.- 17p.

Demande faite par la Ligue d'ouverture d'une instruction en vertu de la loi du 9 août 1924 ; Demande d'accès au dossier ; Versement au dossier de l'enquête faite par la Ligue ; papiers divers.

2.- Correspondances et préparation du procès. 26 mars 1926 au 16 décembre 1926.- 131p.

- Correspondance entre les avocats ; documents de travail liés au procès. Note : 1 pièce concerne également l'affaire Gillet. 26 mars au 12 octobre 1925.- 45p.

- Correspondance entre les avocats ; documents de travail liés au procès (dont correspondance avec les familles). Note : 2 pièces concernent également l'affaire Flirey. 30 mars 1926 au 21 juin 1926.- 31p.

- Correspondance et conflit sur la marche à suivre entre Henri Guernut et Goudchaux Brunschvicg. 7 octobre 1926 au 16 décembre 1926.- 10p.

- Dossiers individuels : contiennent, pour chacune des six familles de soldats fusillés, la correspondance d'avril-mai 1925 liée à la désignation d'Henri Guernut comme avocat des

familles et la correspondance d'avril 1926 (à l'exception du dossier Clément) concernant la demande d'indemnités. 3 avril 1925 au 3 mai 1926.- 45p.

3.- Pièces du procès. (s.d.) (1926).- 81p.

Contient d'une part 79 pièces correspondant à 76 cotes du dossier d'instruction de «l'affaire Hubert », d'autre part 2 pièces concernant les conclusions du procès.

4.- Documents postérieurs au procès. 22 décembre 1926 au 25 juillet 1927.- 31p.

- Correspondances, Communiqué officiel de la Ligue, papiers divers. 22 décembre 1926 au 17 janvier 1927.- 8p.

- Collection de coupures de presse. 25 décembre 1926 au 25 juillet 1927. 23p.